

REGARDS

ÉLECTIONS ANTICIPÉES

# Piraterie intégrale

Luc Caregari

C'est les vacances ! Aussi pour notre caricaturiste Guy W.Stoos, qui sera absent pour trois semaines. Pendant ce temps, la rédaction du woxx fouille ses archives monstrueuses à la recherche d'illustrations adéquates. Celle-ci date de 1999, une année riche en élections.



**Un des autres aspects de ces élections anticipées est la présence de deux partis qui n'ont jamais été candidats à la Chambre des députés : le Parti des pirates et le PID. Le woxx s'est entretenu avec leur leader respectif sur leurs ambitions.**

Dès leur première apparition sur la scène politique luxembourgeoise, les Pirates n'ont pas fait grand secret de leurs buts. Ils voulaient participer activement à la vie politique du pays. Pour ce faire, ils n'ont pas choisi la posture du boudeur dans le coin qui se dit ignoré par les grandes forces politiques établies, mais ils ont choisi une autre voie : celle de la fiction politique. En effet, en lisant leurs communiqués de presse - et ils en font plus que certains partis déjà représentés au parlement - on a parfois l'impression qu'ils sont déjà dans le jeu. Simplement, leurs communications, qui prennent souvent la forme de questions parlementaires, sont généralement ignorées. Ne pas entrer dans leur jeu semble être la stratégie choisie par la majorité des partis établis, dont certains - les Verts et les Libéraux tout particulièrement - ont à craindre des pertes de voix sensibles si les Pirates rencontraient le succès qu'ils ambitionnent. Pourtant, certains signes, comme par exemple le fait que les Verts aient nommé un porte-parole Internet, indiquent que leur présence dans le monde politique est prise au sérieux et qu'ils

sont vus comme une concurrence potentielle.

Mais qu'en est-il de l'accès des outsiders à l'agora politique ? Comme on le sait, la loi de 2003 sur les procédures électorales impose à tout parti voulant se présenter à des élections de présenter soit 100 signatures de citoyens par circonscription, soit la signature d'un député, ou encore de trois élus communaux. Pour Sven Clement, président du Parti des pirates, la tâche, même si son parti s'était préparé, n'est pas de tout repos : « On est complets dans le Nord et dans l'Est. Au Centre, c'est un peu plus compliqué - vu l'histoire que nous avons eue avec un de nos candidats. Et le Sud est presque complet. » Mais pour Clement, le problème n'est pas celui des sympathisants qui manqueraient, mais plutôt le fait qu'il faut que toutes ces personnes signent sur le même bout de papier.

**Le candidat d'extrême-droite portait une jupe**

Autre problème : le financement de la campagne. Les Pirates ont choisi le modèle du « crowdfunding » - ce qui signifie faire la manche sur Internet. 25.000 euros, c'est leur but affiché et ils en sont à la moitié. Mais d'où provient cet argent ? La concurrence politique prétend que d'autres partis pirates - notamment allemand et russe - auraient investi dans la campagne de leurs confrères grand-ducaux. Sven Clement relativise pour

Deux partis tentent d'entrer dans le jeu politique : la question est de savoir combien grand est le désir des électeurs de chercher des alternatives.



# piratepartei

tant cette information : « Non, ce ne sont pas les partis eux-mêmes qui investissent dans notre campagne, mais des militants. Et il y en a de partout, même de France. De plus, la base légale n'est pas claire à ce point. On ne sait pas si on a le droit de recevoir un don d'un autre parti ».

Pourtant, les liens avec les autres partis pirates sont forts et être appelé la « petite soeur » du parti pirate allemand n'est pas une insulte pour Sven Clement, qui admet aussi qu'ils partagent délibérément le même matériel de campagne - le look, pas les contenus - que les confrères d'outre-Moselle. Est-ce que le vote allemand en septembre aura une incidence sur le vote au Luxembourg ? Pour Clement, un lien existe bel et bien : « Oui, je compte sur ce phénomène. J'estime que si les Allemands font trois pour cent, nous aussi pouvons avoir ce résultat. Mais cela se pourrait aussi que nous ne fassions qu'un pour cent ou que la situation soit inverse : trois pour cent au Luxembourg et un pour cent en Allemagne. Ce qui est aussi très probable, c'est que les Allemands obtiennent des scores électoraux plus mauvais que les Luxembourgeois. Cela tient à notre nouveauté au grand-duché, mais aussi au fait que le territoire est plus petit et donc aussi la proportionnalité entre élus potentiels et électeurs. De plus, nous avons eu moins de scandales que les Allemands et les gens peuvent voir chez nous une cohérence que les Allemands n'ont pas. »

Question branding de la campagne, ça roule donc. Pourtant, les pirates luxembourgeois partagent avec leurs collègues teutons un autre aspect moins plaisant : la présence dans leurs rangs de militants d'extrême droite. Si pour Clement l'idéologie de son parti est totalement imperméable à ces mouvances, il ne peut pourtant pas cacher le fait que les Pirates ne se sont pas aperçus que leur - désormais ex - candidat de la liste du Centre, Georges Dessouroux, était un ancien militant d'extrême droite. Et pas qu'un second couteau : vice-président de la Feles (Fédération Eist Land - Eis Sprooch), la première vraie émanation de l'extrême droite grand-ducale après la guerre, en 1984, il s'est aussi présenté aux élections communales de 1987 avec une « Lëscht fir de Lëtzebuenger ». Mais pour le président des Pirates, il y a une explication simple à ce faux-pas : « Certes, Dessouroux nous a bien eus. Et il sera très vite exclu de notre parti, car nous ne tolérons pas de telles tendances. D'un autre côté, il est entré au parti en 2011 et on ne l'avait vu qu'à deux congrès depuis. Et la seule chose vraiment incongrue avec lui, c'est qu'il ne portait pas de pantalons, mais une jupe. Pour nous, Dessouroux c'était donc le mec avec la jupe et on le savait excentrique. Mais de là à penser qu'il portait aussi une idéologie d'extrême droite, on ne pouvait pas le soupçonner ».

Tandis que les Pirates se débattent avec les fachos dans leurs rangs,

l'autre nouveau parti, le PID (Partei fir integral Demokratie) qui s'est formé avec une vitesse éclair autour de l'ex-député ADR Jean Colombera, constate une certaine affluence d'ex-militants d'extrême gauche. Pas de problème pour Colombera, qui y voit même quelque chose de positif : « Oui, nous avons cinq ou six personnes sur nos listes qui étaient militants de gauche. Tous en ont eu marre à un moment ou l'autre avec leur parti et voulaient arrêter la politique. Mais quand ils ont eu vent du PID et de ses idées de la démocratie intégrale, ils étaient contents de trouver un nouveau havre », constate-t-il. Quant à savoir ce qu'est la démocratie intégrale, Colombera a sa propre recette : « Je me suis inspiré de ma pratique de la médecine. En tant que médecin, j'essaie de combiner les approches de la médecine occidentale à celles de la médecine asiatique. La première cherche à combattre les symptômes d'une maladie tandis que l'autre essaie d'en trouver les causes. En politique, cela devrait être la même chose. S'il y a un malaise, il ne faut pas seulement combattre les symptômes mais aussi en chercher les causes. Et surtout donner à chaque citoyen la possibilité de participer activement à ce processus. Le PID est un parti qui se veut positif et participatif. » Question accès démocratique, le PID a eu moins de mal que les Pirates, vu le mandat de député indépendant de Colombera dans le Nord, et les sympathies de quelques représentants communaux

dans d'autres circonscriptions. Ce n'est que dans le Sud que le PID a dû aller à la pêche aux signatures - apparemment sans problème.

### Le PID - guérisseur miracle de la politique luxembourgeoise ?

Si l'idée est pour le moins originale, un autre mouvement politique qui se revendique de la politique intégrale existe en Suisse, le pays de la démocratie directe et des référendums - ce qui explique aussi sa politique restrictive et populiste en matière d'asile. Colombera connaît l'existence de ce parti, mais nie avoir établi des liens avec lui.

Même si beaucoup d'éléments semblent opposer les Pirates et le PID, deux choses les lient aussi : le fait qu'ils soient nouveaux sur l'échiquier politique et qu'ils ne veulent pas s'y positionner. Ce ni droite, ni gauche est peut-être une mode mais aussi un symptôme de la lassitude politique générale, qui peut toutefois ouvrir la voie à des positions populistes - car qui ne veut être nulle part, peut se retrouver partout. Dans un pays où le monde politique est resté trop longtemps sous la domination d'un parti, c'est aussi un signe des temps.